

A verser au dossier "GUESNAIN"



Filière - Direction Régionale du Nord  
Réceptionné le  
31 JAN. 2025  
Direction

MAIRIE DE  
**GUESNAIN**  
(NORD)

N/Réf: ML/DC  
Service Technique

Objet : Commission d'Arrondissement de Sécurité-  
Etude-autorisation de travaux (AT) 059276 24 00003  
**Lettre recommandée avec AR**  
PJ: 1 rapport

Monsieur,

Je vous prie de trouver sous ce pli le rapport de la commission de sécurité de l'arrondissement de Douai pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public qui émet un avis favorable à votre demande d'autorisation de travaux.

Toutefois, il est impératif de lever les prescriptions mentionnées dans le rapport afin d'obtenir un avis favorable lors de la réception.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'expression de ma considération distinguée.

Courrier	
Filière - Direction Régionale du Nord	
DIRECTEUR RÉGIONAL	
DIR. AMBULATOIRE	
DIR. ÉTABLISSEMENT	
DIR. SPASAD	
AGENT COMPTABLE	
CHARGÉ DE MISSION	
DIR. RESSOURCES HUMAINES	
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL	
SERV. COMMUNICATION	
SERV. CONTENTIEUX	
DSI	
CANSSM	
CDC	
CPAM	
ANGDM	
AUTRES DESTINATAIRES	X / PIT

Le Maire,

Maryline LUCAS







**PRÉFET  
DU NORD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*Le Sous-préfet  
de Douai*

**COMMISSION D'ARRONDISSEMENT DE DOUAI POUR LA SÉCURITÉ CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE  
PANIQUE DANS LES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC**

**Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et  
d'Accessibilité**

**PROCES-VERBAL du 21 janvier 2025**

<b><u>COMMUNE :</u></b>	GUESNAIN
<b><u>ETABLISSEMENT :</u></b>	CENTRE DE SOINS SSM
<b><u>ADRESSE :</u></b>	771 BOULEVARD AMBROISE CROIZAT
<b><u>NOM DE L'EXPLOITANT</u></b>	FILIERIS

**Etude : Autorisation de travaux**

**Etude :** AT-059276 24 O0003 déposée le : 11/12/2024  
Arrivée au secrétariat de la Commission le : 16/12/2024

**Objet :** Aménagement d'un centre de santé Filieris.

**Type :** U

**Catégorie :** 5ème

**Effectif :** 36 personnes

**AVIS**

Après en avoir délibéré, la Commission d'arrondissement de Douai pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public émet **un avis : FAVORABLE** au projet présenté.

La Présidente,

Mélanie MUSA

## **CLASSEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT**

Activités de l'établissement : Centre médical

L'effectif de cet établissement est déterminé de la façon suivante :

- Sur déclaration contrôlée du maître d'ouvrage, l'effectif déclaré est de 36 personnes.
- Le personnel déclaré est de 7 personnes.

**Soit un effectif total de 36 personnes.**

Conformément à l'article R143-19 du Code de la Construction et de l'Habitation et à l'article GN1, l'établissement est classé en type U, de 5ème catégorie.

## **TEXTES APPLICABLES**

- Code de la Construction et de l'Habitation.
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public.
- Arrêté du 22 juin 1990, portant approbation des dispositions complétant le règlement de sécurité et applicable aux établissements de 5ème catégorie.
- Arrêté du 10 décembre 2004 modifié, relatif aux dispositions particulières concernant les établissements de soins. (Type U)
- Arrêté du 23 juin 1978, relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire.
- Circulaire du 3 mars 1982 relative aux Instructions Techniques prévues dans le règlement de sécurité des Établissements Recevant du Public, complétée par la Circulaire du 21 juin 1982 et la Circulaire du 30 décembre 1994.
- Arrêté préfectoral du 27 avril 2017, relatif à l'approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie (RDDECI) dans le département du Nord.

## **SITUATION ADMINISTRATIVE**

Il s'agit d'un établissement existant non connu de la commission de sécurité.

## **PIÈCES ADMINISTRATIVES ÉTUDIÉES**

**Notice de sécurité** (Art. R143-22 du Code de la Construction et de l'Habitation)

La notice de sécurité a été rédigée par M. VAN ROMPU en date du 04/04/2024.

**Engagement du Maître d'Ouvrage** sur le respect des règles générales de construction et notamment la solidité (Art. 45 du décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié).

L'engagement de solidité a été établi par M. MEILENDER en date du 07/01/2025.

**Déclaration d'effectif du Maître d'Ouvrage** (Art. R143-19 du Code de la Construction et de l'Habitation)

La déclaration d'effectif a été établie par M. BLANCHART en date du 11/12/2024.

## **Autres documents fournis :**

- 1 CERFA
- 1 jeu de plans
- 1 notice de sécurité et d'accessibilité
- 1 reportage photos



## **DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT**

Le projet concerne la réhabilitation d'un centre médical à simple rez-de-chaussée de forme rectangulaire ayant comme tiers des locaux désaffectés.

L'établissement d'une surface totale de 304.42m<sup>2</sup> dont 196.79 m<sup>2</sup> est accessible au public se compose comme suit :

- 3 cabinets médicaux
- 1 salle de réunion de 28m<sup>2</sup>
- 1 bureau infirmier
- 1 local infirmier
- 1 secrétariat
- 1 espace d'attente de 59m<sup>2</sup>
- 1 local archives vives
- 1 local TGBT
- 1 local rangement
- 1 local entretien
- 1 local DASRI
- 1 local poubelles
- des sanitaires
- des locaux non concernés par le projet servant de stockage qui sont isolés du centre médical.
- au sous-sol des locaux existants non modifiés dans le cadre du projet.

## **Conception et desserte du bâtiment**

L'établissement se compose de 2 niveaux (R-1 RDC) dont seul le rez-de-chaussée est accessible au public.

Il est desservi par 1 voie engins.

Il dispose de 1 façade accessible aux services de secours.

## **Isolement par rapport aux tiers**

Cet établissement comporte les tiers suivants :

Locaux désaffectés qui seront isolés par des cloisonnements toute hauteur coupe-feu 1 heure avec porte coupe-feu 1/2 heure entre la partie rénovée et la partie existante non concernée par les travaux.

## **Résistance au feu des structures**

Les structures sont stables au feu de degré 1 heure.

## **Couvertures**

Les couvertures sont de type bac acier isolé avec membrane.

## **Façades**

En ce qui concerne le bâtiment existant, les dispositions constructives actuelles ne seront pas modifiées dans le cadre des travaux.

## **Distribution intérieure et compartimentage**

Cloisonnement toute hauteur pour recoupage du plénum à moins de 300 m<sup>2</sup>.

## **Locaux à risques particuliers**

Les locaux à risques moyens sont les suivants :

Local poubelles

Local entretien

Local DASRI

Local rangement

Local archives

Local TGBT

Locaux existant conservés non modifiés.

Ces locaux ne sont pas en communication directe avec les locaux et dégagement accessibles au public excepté les locaux entretien et rangement. Ils sont isolés par des parois coupe-feu 1 heure et bloc porte coupe-feu 1/2 heure équipé de ferme porte.

#### **Conduits et gaines**

Les parois des conduits et des gaines reliant les différents niveaux du bâtiment seront réalisées en matériaux incombustibles et d'un degré coupe-feu 1/2 heure.

#### **Dégagements**

Niveaux et effectifs	Nombre de sorties exigé	Largeur de passage exigée	Nombre de sorties réalisé	Largeur de passage réalisée
Rez-de-chaussée 43 personnes	1 ou 2	1.40m (<25m à parcourir) ou 0.90+0.60m	2	2x1.40m

Observations relatives aux dégagements : Conformes

#### **Aménagements intérieurs, décoration et mobilier**

Respect des articles AM1 et suivants soit notamment :

- Faux plafond classé M1 ;
- Revêtements ou décoration murale classés M2 ;
- Revêtement de sol classés M4.

Les matériaux isolants satisferont pour leur part aux exigences de l'article AM8.

#### **Désenfumage**

Sans objet, cloisonnement toute hauteur pour recoupage du plénum à moins de 300 m<sup>2</sup>.

#### **Chauffage - Ventilation - Climatisation**

Le chauffage est assuré par des PAC (pompe à chaleur) reliés à des cassettes de climatisation.

Cet établissement est doté d'une Ventilation Mécanique Contrôlée sur la totalité du RDC.

Les conduits de ventilation sont réalisés en matériaux M0.

#### **Installations électriques et d'éclairage**

L'établissement est doté d'un éclairage de sécurité à fonction d'évacuation (balisage).

Cet éclairage de sécurité est assuré par des blocs autonomes conformes aux normes NFC 71-800 et admis à la marque NF AEAS.

L'installation électrique sera conforme aux textes et règlements en vigueur, notamment :

- NFC 15-100 ;
- Décret du 14 novembre 1988 modifié.

#### **Moyens de secours contre l'incendie**

La défense incendie de l'établissement est assurée par des extincteurs portatifs installés dans les conditions définies par l'article MS 39.

L'établissement est doté d'un équipement d'alarme de type 4, au sein des cabinets d'aisances, des flashes lumineux seront installés.

L'établissement est doté d'une ligne téléphonique existante.

Les plans schématiques et les consignes de sécurité sont correctement affichés.



## Défense extérieure contre l'incendie (DECI)

Famille	N°	Adresse	Distance (m)	Débit (m3/h)
HYDRANT	00003	GUESNAIN BOUL AMBROISE CROIZAT	150	145

La plus grande surface non recoupée représente :  $S \leq 250\text{m}^2$ .

Il est retenu une classe : 1 (Activité retenue pour la détermination de la classe : U)

Le volume d'eau nécessaire pour la DECI est de 30 m3 utilisable en 1 heure (soit un débit de 30 m3/h) réparti sur 1 point d'eau incendie (PEI). Le premier PEI doit être situé à 200 m du risque.

Il est conseillé au maître d'ouvrage de se rapprocher du service public de DECI afin de vérifier les données relatives au PEI repris ci-dessus. De même, le service public de DECI apportera les informations concernant les éventuels travaux susceptibles de modifier l'état des PEI.

Au vu des éléments en notre possession, la DECI est suffisante.

## RAPPELS RÉGLEMENTAIRES

- En cours d'exploitation, l'exploitant sera tenu de faire procéder, par des techniciens qualifiés de son choix, aux opérations d'entretien, de vérifications des installations et des équipements techniques de son établissement (chauffage, éclairage, installations électriques, appareils de cuisson, ascenseurs, moyens de secours, etc.). (Art. PE4§2)
- En application de l'Article R143-14 du CCH, le maire peut faire procéder à une ou plusieurs visites de contrôle par la Commission de Sécurité, notamment lorsque son attention aura été attirée sur les dangers graves courus par le public admis dans l'établissement.
- L'exploitant peut être mis en demeure, après avis de la Commission de Sécurité, de faire procéder à des vérifications techniques par des personnes ou des organismes agréés lorsque des non-conformités graves ont été constatées en cours d'exploitation. (Art. PE4§3)
- Les constructeurs, propriétaires et exploitant sont tenus tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. (Art. R143-3 du CCH)

## Observation relative à la détermination de l'effectif

Pour la détermination de la catégorie, il n'est pas tenu compte de l'effectif du personnel, même si ce dernier ne dispose pas de dégagements indépendants. (Art. PE3§2)

## OBSERVATIONS

L'établissement comporte un tiers contigu (Locaux non occupés) qui doit être isolé avec des parois de degré coupe-feu 1 heure afin de limiter la propagation en cas d'incendie.

L'établissement est doté de locaux à risques moyens qui seront réalisés avec des parois verticales et planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure avec un bloc porte coupe-feu de degré ½ heure équipé de ferme-porte, de plus si le sous-sol comporte des locaux de stockage, ils devront avoir les mêmes données constructives qu'un local à risques moyens.

## **PRESCRIPTIONS**

### **Généralités**

Les constructeurs, propriétaires, installateurs ou exploitants, doivent être en mesure de justifier, notamment lors des visites des Commissions de Sécurité et lors des vérifications techniques faites par les organismes agréés, que les matériaux et éléments de construction utilisés, ont un classement en réaction ou en résistance au feu au moins égal aux classements fixés par le règlement de sécurité. (Art. GN12)

Tenir à disposition de la commission de sécurité, à la fin des travaux, l'attestation du maître d'ouvrage sur les vérifications techniques liées à la solidité. (Arts. 46 du Décret 95-260)

Il est rappelé qu'aucuns travaux susceptibles de faire courir un risque au public ou d'entraver son évacuation ne peuvent être entrepris lors de la présence de ce dernier. (Art. GN13)

Les appareils ou équipements doivent être, soit conformes aux normes françaises, soit conformes aux normes harmonisées ou aux normes étrangères reconnues équivalentes après avis des organismes de normalisation. (Art. GN14)

La Commission de Sécurité n'est pas compétente en matière de solidité à froid des ouvrages (article 4 du décret 95-260). Toutefois elle doit s'en assurer (production de documents). Le sous-sol de la ville de GUESNAIN peut être de nature à compromettre la stabilité des établissements ainsi que l'accès des secours. Aussi en application de l'article 4 du décret 95-260 et de l'article R143-13 du Code de la Construction et de l'Habitation, il est demandé à l'exploitant de s'assurer de la stabilité de son établissement ainsi que des voies dédiées à l'intervention des secours (voie engins et voie échelle) (attention, si cette prescription n'est pas levée, cela justifiera un avis défavorable lors de la réception).

### **Isolement par rapport aux tiers**

Numéro	Prescription	Référence
1.	Isoler l'établissement de tous bâtiments ou locaux occupés par des tiers par des murs et des planchers coupe-feu de degré 1 heure. Une porte d'intercommunication peut être aménagée sous réserve d'être coupe-feu de degré 1/2 heure et munie d'un ferme-porte.	Art. PE6§1

### **Locaux à risques particuliers**

Numéro	Prescription	Référence
2.	Isoler les locaux à risques particuliers par des parois et planchers coupe-feu de degré 1 heure et des blocs-portes coupe-feu de degré 1/2 heure et équipés de ferme-portes.	Art. PE9§1

### **Dégagements**

Numéro	Prescription	Référence
3.	Interdire tous dépôts, matériels et autres objets susceptibles de faire obstacle à la circulation des personnes.	Art. PE11§1
4.	Rendre toutes les portes permettant au public d'évacuer un local ou un établissement ouvrable par une manœuvre simple. Toute porte verrouillée doit pouvoir être manœuvrable, de l'intérieur, dans les mêmes conditions.	Art. PE11§2



## Aménagements intérieurs, décorations et mobilier

Numéro	Prescription	Référence
5.	Respecter les dispositions des articles AM1 à AM20	Art. PE13
6.	Respecter les dispositions relatives aux locaux et dégagements non protégés.***	Art. PE13, et Art. AM4, AM5, AM6 et AM7

### *\*\*\*Locaux et dégagements non protégés*

- Assurer aux parois verticales des dégagements non protégés et des locaux un classement de réaction au feu C-s3, d0 ou de catégorie M2. (Art AM4§1)
- Assurer aux plafonds des dégagements non protégés et des locaux un classement de réaction au feu B-s3, d0 ou en catégorie M1. Toutefois, il est admis que 25% de la superficie totale de ces plafonds soient réalisés en produits ou éléments classés C-s3,d0 ou de catégorie M2 dans les dégagements et D-s3,d0 ou de catégorie M3 dans les locaux. (Art AM5§1)
- Assurer aux plafonds tendus un classement de réaction au feu B-s3,d0. Toutefois, lorsqu'ils sont imprimés à fonction décorative, il est admis qu'ils peuvent être classés C-s3,d0 si la surface totale imprimée est inférieure à 25 % de la surface au sol du dégagement autre que celui visé à l'article AM3 ou du local. (Art AM5§4)
- Assurer aux parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux, et permettant l'éclairage naturel ou artificiel un classement de réaction au feu D-s3,d0, si leur surface est inférieure à 25 % de la surface au sol des dégagements autres que ceux visés à l'article AM3 ou des locaux. (Art. AM6)
- Assurer aux sols des dégagements non protégés et des locaux un classement de réaction au feu DFL-s2 ou de catégorie M4. (Art AM 7)

## Moyens de secours contre l'incendie

Numéro	Prescription	Référence
7.	Installer au moins un extincteur portatif dans les conditions définies par l'article MS 39 et en atténuation de cet article avec un minimum d'un appareil pour 300 m <sup>2</sup> et un appareil par niveau.	Art. PE26§1
8.	Compléter la défense incendie par des extincteurs appropriés aux risques particuliers (cuisine, chaufferie, etc.).	Art. GN4 et Art. R143-13 du CCH
9.	Signaler et rendre facilement accessibles les appareils et dispositifs d'extinction, de manière à ce qu'ils soient utilisables par le personnel de l'établissement.	Art. PE26§3
10.	Doter l'établissement d'un dispositif d'alerte remplissant les objectifs suivants : Etre propre à l'établissement et en permanence accessible à l'ensemble du personnel ; Assurer une liaison vocale de qualité et une bonne audibilité lors de la communication d'urgence ; Offrir une fiabilité de fonctionnement, y compris en cas de coupure de l'alimentation électrique, pendant une durée minimale d'1 heure.	Art. PE27§3
11.	Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et l'entraîner à la manœuvre des moyens de secours.	Art. PE27§5

